

Année universitaire 2018-2019

DROIT DES ENTREPRISES EN DIFFICULTES
PLAN DU COURS DE Mme S. THOMASSET-PIERRE

INTRODUCTION

I ^{ERE} PARTIE – PREVENTION ET REGLEMENT AMIABLE DES ENTREPRISES EN DIFFICULTES

Chapitre 1 – Les procédures d’alerte

Section 1 – L’alerte du Commissaire aux comptes

Section 2 – L’alerte du Comité social et économique

Section 3 – L’alerte des associés

Section 4 – L’alerte du Président du tribunal de commerce

Section 5 – L’alerte des groupements de prévention agréés.

Chapitre 2 – La procédure de conciliation

Section 1 – L’ouverture de la conciliation

§ 1 – Les conditions d’ouverture

§ 2 – La procédure d’ouverture

Section 2 – L’application de la conciliation

§ 1 – L’application du droit commun des contrats

§2 – La constatation ou l’homologation de l’accord de conciliation

A/ La procédure d’homologation

B/ Les effets de la constatation ou de l’homologation

a) Les effets communs

b) Les effets propres à l’homologation

Section 3 – La résolution de la conciliation

TITRE 1 – LA PROCEDURE DE SAUEGARDE

Sous-titre 1 – L’ouverture de la procédure de sauvegarde

Chapitre 1 - Conditions d’ouverture

Section 1 – La qualité juridique du débiteur

§ 1 - Les personnes physiques

A/ Les commerçants

a) Le commerçant de droit

b) Le commerçant de fait

B/ Les artisans et les agriculteurs

a) les artisans

b) les agriculteurs

§ 2 – Les personnes morales de droit privé

A/ Le principe

B/ Les personnes morales exclues des procédures collectives

§ 3 – Les extensions de procédure

A/ La confusion des patrimoines

B/ La fictivité des sociétés

Section 2 – La situation financière du débiteur

Chapitre 2 - Le jugement d’ouverture

§1 – La saisine du tribunal compétent

§ 2 – Les organes de la procédure

A/ Les organes obligatoires

B/ Les organes facultatifs

§ 3 – Les comités de créancier

Sous-titre 2 – La préparation du plan de sauvegarde : la période d’observation

Chapitre 1 - La poursuite des contrats en cours

Section 1 - Nature des contrats

Section 2 - Notion de contrats en cours

Section 3 - L’option offerte à l’administrateur

Chapitre 2 – La situation des créanciers

Section 1 – Situation pécuniaire

§ 1 - Interdiction du paiement des créances antérieures au jugement d'ouverture

§ 2 - Le privilège des créances postérieures au jugement d'ouverture

A/ La date de naissance des créances

B/ La double condition du privilège

C/ Paiement et classement des créanciers

Section 2 – Situation processuelle

§ 1 - les actions civiles

§ 2 – La constitution de partie civile au titre d'une infraction pénale

Chapitre 3 – La détermination du patrimoine du débiteur

Section 1 – L'arrêt du cours des intérêts.

Section 2 - Les déclarations, vérifications et admissions des créances

§ 1- la déclaration des créances

A/définition

B/domaine d'application

C/hypothèses particulières

D/formalisme

E/sanction du défaut de déclaration

§ 2- la vérification et l'admission des créances

Section 3 - Revendication et restitution des biens meubles

§ 1 - La revendication mobilière

A/ Domaine

B/ Cas particuliers

a) La revente du bien par le débiteur

b) La clause de réserve de propriété

C/ L'action en revendication

D/ Les effets de l'action en revendication

§ 2 - La restitution mobilière

Chapitre 4 - L'incidence de la procédure sur les biens du conjoint

NB – La sauvegarde accélérée

SOUS- TITRE 1 – L ‘OUVERTURE DE LA PROCEDURE DE REDRESSEMENT L’ENTREPRISE

Chapitre 1 – Les conditions d’ouverture de la procédure

Section 1 – La situation juridique du débiteur

(renvoi)

Précisions quant :

- au commerçant de droit ou de fait
- aux personnes ayant cessé leur activité

Section 2 – La situation financière du débiteur

§ 1 – Conditions d’existence de la cessation des paiements

§ 2 – La constatation de la cessation des paiements par le tribunal

A/ La preuve de l’état de cessation des paiements

B/ La fixation de la date de cessation des paiements

Chapitre 2 – Le jugement d’ouverture

§ 1 – La saisine du tribunal

A/ Le tribunal compétent (renvoi)

B/ Les modalités de la saisine

- a) Saisine par le débiteur
- b) Saisine sur assignation d’un créancier
- c) Saisine par le procureur de la République
- d) Auto-saisine du tribunal (rappel)

§ 2 – Contenu et effets du jugement

A/ La désignation des organes de la procédure
(renvoi)

B/ La teneur du jugement

SOUS- TITRE 2 – LE REDRESSEMENT JUDICIAIRE DE L’ENTREPRISE

Chapitre 1 – La préparation du redressement

Section 1 – Le projet de plan de redressement et les offres de reprise

Section 2 – La détermination du patrimoine du débiteur

§ 1 – Les nullités de la période suspecte

- a) La détermination de la période suspecte
- b) Les nullités de droit
- c) Les nullités facultatives
- d) Les actions en nullité

§ 2- Cas particuliers : l’insaisissabilité de certains biens de l’entrepreneur individuel et les clauses d’inaliénabilité

Chapitre 2 – Le plan de redressement de l’entreprise

- - La nature juridique du plan de redressement
- – Les voies de recours
- – Les organes de la procédure après l’adoption du plan de redressement
- - Le volet social du plan de redressement

TITRE 3 – LA LIQUIDATION JUDICIAIRE DE L’ENTREPRISE

Chapitre 1 – La cession de l’entreprise

Section 1 – Les modalités de la cession d’entreprise

§ 1 – L’objet de la cession

§ 2 – Les obligations du repreneur

§ 3 – La situation des créanciers

Section 2 – Les effets de la cession d’entreprise

Section 3 – L’inexécution du plan de cession

Chapitre 2 – la réalisation des actifs

Chapitre 3 – la liquidation judiciaire simplifiée

Chapitre 4 – la clôture de la liquidation judiciaire

- – Clôture pour extinction du passif
- – Clôture pour insuffisance d'actif

NB – La procédure de rétablissement professionnel

3 ^{EME} PARTIE – LES SANCTIONS APPLICABLES AUX DIRIGEANTS

Chapitre 1 – Les sanctions civiles

Chapitre 2 – Les sanctions professionnelles

Chapitre 3 – Les sanctions pénales